

APPEL À PROJETS RÉGIONAL

**DÉPLOIEMENT DU FONDS POUR UNE AIDE
ALIMENTAIRE DURABLE (FAAD) ET DU PROGRAMME
« MIEUX MANGER POUR TOUS » EN NORMANDIE**

WEBINAIRE DU 17 MAI 2023


Quelques rappels sur le FAAD

Deux volets

- **Un volet national** pour améliorer la qualité écologique et nutritionnelle des aliments distribués par les acteurs de l'aide alimentaire, en ciblant des achats de fruits, légumes, légumineuses et de produits sous label de qualité
- **Un volet territorial** pour développer des alliances locales de solidarité alimentaire « producteurs associations collectivité », soutenir des expérimentations portant la transformation de l'organisation de la lutte contre la précarité alimentaire, soutenir des actions de solidarité des projets alimentaires territoriaux et couvrir des zones blanches de l'aide alimentaire

Champ de l'appel à projets

→ L'AAP concerne des dispositifs qui visent à lutter contre la précarité alimentaire au niveau local et à proposer des actions permettant d'améliorer l'accès des personnes en situation de précarité à une alimentation de bonne qualité nutritionnelle et durable.

 Il ne concerne pas le sujet de la restauration scolaire et n'a pas vocation à financer le **fonctionnement** des projets alimentaires territoriaux (PAT).

Les principaux objectifs du volet local de ce fonds sont :

- Améliorer la qualité nutritionnelle et gustative de l'approvisionnement en denrées de l'aide alimentaire;
- Soutenir la participation et l'accompagnement des personnes en situation de précarité alimentaire dans l'évolution des pratiques alimentaires ;
- Permettre le renforcement et la transformation des dispositifs locaux de lutte contre la précarité alimentaire ;
- Réduire l'impact environnemental du système d'aide alimentaire.

Les projets qui seront financés doivent s'intégrer dans l'un des 4 axes suivants :

Axe 1 : Le développement d'alliances locales de solidarités entre acteurs de la lutte contre la précarité alimentaire

→ soutenir des démarches qui proposent d'améliorer l'accès à une aide alimentaire de qualité grâce à la mise en œuvre d'alliances locales, d'organisation de filières solidaires locales en lien avec les producteurs, les collectivités territoriales et les associations pour améliorer la solidarité alimentaire.

***Exemple** : Distribution auprès des publics concernés de produits frais, tels que des fruits et légumes achetés directement auprès de producteurs locaux, agriculteurs et maraîchers et impliquant la participation des personnes concernées dans le choix des sources d'approvisionnement et s'inscrivant dans une perspective de développement durable.*

Axe 2 : La participation à des projets alimentaires territoriaux

Les projets alimentaires territoriaux (PAT) ont pour objectif de relocaliser l'agriculture et l'alimentation dans les territoires en soutenant l'installation d'agriculteurs, les circuits courts ou les produits locaux dans les cantines. Issus de la Loi d'avenir pour l'agriculture qui encourage leur développement depuis 2014, ils sont élaborés de manière collective à l'initiative des acteurs d'un territoire (collectivités, entreprises agricoles et agroalimentaires, artisans, citoyens etc.).

⚠ Le programme n'a pas vocation à financer le fonctionnement des PAT

→ soutenir les PAT qui favorisent la prise en compte des objectifs de la politique de lutte contre la précarité alimentaire, portant une forte dimension solidaire et de justice sociale et pouvant aussi conduire des actions de lutte contre le gaspillage alimentaire.

Exemple : *projets de cueillette ou de glanage solidaire par les personnes en situation de précarité auprès d'agriculteurs locaux pour les revendre à un tarif solidaire après une éventuelle phase de transformation dans un atelier chantier d'insertion (ACI).*

Axe 3 : Le soutien aux expérimentations portant la transformation de l'organisation de la lutte contre la précarité alimentaire

Le Comité de coordination de la lutte contre la précarité alimentaire (COCOLUPA) porte la transformation de la lutte contre la précarité alimentaire en phase avec les attentes en matière de justice, de durabilité et de qualité de l'alimentation.

→ soutenir les projets portant des expérimentations en matière de transfert monétaires, de chèques alimentaires durables, de fourniture de paniers solidaires, de prix réduits, de groupements d'achats solidaires, de jardins solidaires, etc.

***Exemple :** bons d'achats pour des fruits et légumes associés à des ateliers cuisine, systèmes de transfert monétaire adossés à un accompagnement des personnes, panier proposé aux familles précaires à moindre coût avec des ateliers et visites de la ferme et l'implication des familles dans le fonctionnement des paniers, groupements d'achat dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville*

Axe 4 : L'amélioration de la couverture des zones blanches

- soutenir les actions permettant de favoriser l'accès à l'alimentation des personnes en situation de vulnérabilité économique et sociale lorsque l'offre d'un territoire est insuffisante en commerces alimentaires, lorsque l'offre de distribution d'aide alimentaire est inexistante ou inaccessible en raison des faibles capacités de mobilité des personnes.

L'identification des zones blanches est un préalable (connaissance de l'écosystème territorial ou diagnostic de précarité alimentaire du territoire)

Exemple : *Les actions envisagées peuvent concerner des dispositifs innovants comme des épiceries sociales itinérantes ou des ateliers de transformation mobiles permettant ainsi l'amélioration de la couverture des non recours de l'aide alimentaire en favorisant des démarches d'aller vers.*

Modalités

a) Structures concernées

- Les associations qui ont un objet social de lutte contre la précarité alimentaire ;
 - Les associations qui ont un objet de distribution de denrées et bénéficiant, dans le cas d'une distribution de denrées, d'une habilitation au sens des articles R.266-2 à R.266-10 du code de l'action sociale et des familles ;
 - Les collectivités territoriales ou leurs groupements, les CCAS et CIAS sont également éligibles à cet appel à projet ;
- peuvent candidater à l'appel à projet

Un même projet peut s'inscrire dans plusieurs axes.

Il est possible pour une même structure de présenter plusieurs projets.

En raison de l'investissement en temps nécessaire pour faire aboutir un projet, le coordonnateur s'engage à consacrer au minimum 30 % de son temps au projet. Il ne peut assurer la coordination simultanée de plus de trois projets financés dans le cadre de cet appel à projets.

Les associations habilitées nationalement qui présentent des projets au niveau régional doivent candidater pour des périmètres de projets différents et qui ne se chevauchent pas.

Les crédits consacrés au FAAD

- Pour l'année 2023 les crédits s'élèvent à 20 M€ pour le volet local, s'agissant d'un fonds d'amorçage, ces crédits ont vocation à s'accroître dans la durée.
- La répartition de ces crédits a été faite en tenant compte de la part dans chaque région du nombre total de personnes sous le seuil de pauvreté.
- Les crédits n'ont pas pour vocation à financer les actions soutenues par ailleurs (par les crédits habituels de l'aide alimentaire : FSE+, etc...)
- Pour la Normandie :
 - Une enveloppe conséquente de 849 134 € consacrée à ce programme
 - Un seuil de 30 000 € minimum de subvention a été fixé

Dépenses éligibles

- Dépenses de fonctionnement liées au projet (montage, mise en œuvre, suivi et évaluation) comprenant les dépenses salariales et d'ingénierie Le recours au prestataire et/ou à la tête de réseau (pour les associations habilitées au niveau national) est autorisé ;
- Dépenses de participation et d'accompagnement des personnes concernées incluant la formation et l'outillage des bénévoles/salariés pour cet accompagnement Ce montant ne doit pas excéder 5 % du montant total du projet ;
- Dépenses pour l'achat de denrées en tant que dépenses subsidiaires contribuant au fonctionnement du projet ;
- Dépenses d'investissement si elles sont indispensables à la réalisation du projet. Ce type de dépenses doit en tout état de cause rester accessoire par rapport au montant total du projet

Durée des projets et conventionnement

- Financement attribué sous forme de subvention dans le cadre d'une convention conclue entre le porteur du projet et la DREETS/DEETS par délégation du préfet de région/département ;
- Pour les projets regroupant plusieurs partenaires, la totalité des crédits est versée à la structure porteuse du projet. Cette dernière est ensuite chargée de distribuer ces subventions entre tous les partenaires opérationnels participant au projet ;
- Les conventions qui seront conclues pourront avoir une durée inférieure ou égale à 3 ans :
 - Des conventions pluriannuelles d'objectifs avec les porteurs de projet pourront être conclues (pour les années N+ 1 et N+ 2 la réalisation de la convention est soumise à l'octroi des crédits en loi de finances initiale).
 - Il faudra prévoir la passation d'un avenant financier chaque année ;
- Il est également possible la première année de faire le choix de sélectionner un nombre plus restreint de projets et de mobiliser dès la première année la totalité des crédits en AE et CP nécessaires à la réalisation du projet (relance d'AAP restreint en deuxième année de programme) ;
- Possibilité de financer des projets pour une durée inférieure à 3 ans afin de tester leur pertinence.

Dépôt des candidatures

- Tout dossier de candidature doit être déposé via la plateforme « démarches simplifiées »
 - <https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/appel--projets-2023-programme-mieux-manger-pour-tous>
- Le dépôt se fera au niveau national, tandis que le suivi des dossiers se fera au niveau régional ;
- Lancement de l'AAP à la même date dans toutes les régions via un lien DGCS
- Clôture de l'AAP : le 30 juin 2023

Sélection des projets

a) Critères d'éligibilité

Sont éligibles les projets :

- d'intérêt général à but non lucratif s'inscrivant dans le champ d'appel à projets détaillé ci-dessus ;
- dont le dossier de candidature est complet et transmis avant la date de dépôt des candidatures ;
- dont la durée est comprise entre 1 et 3 ans

b) Critères de sélection

Les projets des structures éligibles seront évalués sur la base des 5 groupes de critères suivants :

Intérêt et qualité du projet

- Structuration et cohérence du projet
- Clarté des objectifs
- Pertinence des objectifs en termes de lutte contre la précarité alimentaire
- Positionnement du projet dans l'écosystème local de précarité alimentaire dans lequel il s'inscrit
- Recours aux partenariats, aux mutualisations, à la coopération d'acteurs
- Implication et accompagnement des personnes en situation de précarité alimentaire
- Accompagnement des bénévoles/salariés

Innovation et développement

- Effet levier et caractère innovant/transformant du projet par rapport à la lutte contre la précarité alimentaire
- Déploiement possible dans d'autres territoires

Méthodologie et faisabilité du projet

- Approches proposées en cohérence avec les dispositifs nationaux existants
- Définition claire des différentes étapes du projet
- Adéquation entre les objectifs du projet et la méthode proposée
- Adéquation entre les objectifs et le calendrier du projet
- Adéquation et justification du financement demandé avec les objectifs du projet

Evaluation

- Description et pertinence des modalités prévues d'évaluation des réalisations
- Pertinence des indicateurs (quantitatifs et qualitatifs) d'évaluation de l'action
- Productions de données permettant l'évaluation de l'action en termes d'efficacité et d'impact

Coordonnateur et équipes participantes

- Aptitude de la structure et du coordonnateur à diriger le projet
- Qualité du partenariat mis en place pour ce projet (complémentarité, synergie, etc.)
- Participation des personnes en situation de précarité alimentaire dans le projet

→ Une grille d'évaluation sur la base de ces critères sera transmise en annexe de l'instruction.

c) Gouvernance et comité de pilotage

- Sélection des projets

Le comité régional qui organisera la sélection des projets sera composé de la DREETS, DRAAF, des commissaires (CLP), des DEETS impliquées ainsi que de l'ADEME et de l'ARS.

Les comités de pilotage des projets seront organisés au niveau régional pour assurer le suivi des projets. Les organisations locales déjà existantes (ex : CRALIM, CORELUPA) peuvent être mobilisées, le but étant de ne pas démultiplier les instances.

- *Suivi des projets*

Pour chacun des projets subventionnés, des rapports d'activités annuels et financiers réalisés par le porteur de projet (rapport à la fois quantitatif et qualitatif sur la réalisation du projet, ses impacts et sur la qualité de sa mise en œuvre sur le territoire concerné) seront fournis selon les modalités décrites dans les conventions.

Des indicateurs globaux d'évaluation de l'ensemble des projets seront à fournir par chacune des DREETS.

Suite au conventionnement :

Nombre de conventions conclues dans chaque région au titre du fonds

Nombre de projets par axe (axe 1, axe 2...)

Territoires atteints (département, ville, quartier...)

A l'année n+1 après le conventionnement et annuellement :

Nombre de personnes concernées

Nombre d'ateliers de sensibilisation

Nombre de personnes sensibilisées (disposant d'un accompagnement)

Calendrier et annonce des résultats

- Date de publication de l'AAP : le 11/05/2023
- Retour des opérateurs : le dépôt des candidatures se fera via le site « Démarches simplifiées », ce qui permettra d'assurer une base commune pour tous les opérateurs.
- Dépôt des candidatures : délai d'un mois après la date de publication de l'AAP
- Les conventions seront signées en Septembre afin que l'allocation des crédits se fasse avant la fin de l'année.
- Toutes les informations utiles sont sur le site :
 - <https://solidarites.gouv.fr/lancement-du-programme-mieux-manger-pour-tous>
- Pour vos questions :
 - dreets-norm.insertion@dreets.gouv.fr